ASSEMBLÉE NATIONALE

6 mai 2020

PROROGÉANT L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE ET COMPLÉTANT SES DISPOSITIONS -
(N° 2902)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL38

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE 3

La mention :

« peuvent être »

est remplacée par la mention :

« sont ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à conditionner la prolongation du délai de quatorze jours d'isolement à une obligation d'émission d'un avis médical. Une personne ne peut en aucun cas se voir contrainte à l'isolement si un avis médical ne justifie pas le caractère nécessaire d'une telle disposition.